

**LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION
LAMBALLE TERRE & MER
-22400-
RÉUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 JUIN 2022**

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

L'AN DEUX MILLE VINGT-DEUX, LE VINGT-HUIT JUIN, A DIX-HUIT HEURES TRENTE, LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LAMBALLE TERRE & MER, LÉGALEMENT CONVOQUÉ, S'EST RÉUNI EN SEANCE PUBLIQUE A L'ESPACE LAMBALLE TERRE & MER, A LAMBALLE-ARMOR SOUS LA PRÉSIDENCE DE THIERRY ANDRIEUX

Date de la convocation : 22 juin 2022

ETAIENT PRÉSENTS :

Président : Thierry ANDRIEUX.

Vice-présidents : Philippe HERCOUET, Nathalie BEAUVY, Éric MOISAN, Nathalie TRAVERT-LE ROUX, Josianne JEGU, Catherine DREZET, Jean-Pierre OMNES, Jean-Luc GOUYETTE, Thierry GAUVRIT, Yves LEMOINE, Yves RUFFET, David BURLLOT.

Jérémy ALLAIN, Gwenaëlle AOUTIN, Carole BERECHÉ, Sylvain BERNU, Denis BERTRAND, Paulette BEUREL, Valérie BIDAUD, Pierre-Alexis BLEVIN, Suzanne BOURDÉ, Thibault CARFANTAN, Daniel COMMAULT, Catherine CORDON (*suppléante de Jean-Michel LEBRET, absent*), Jean-François CORDON, Nicole DROBECQ, Alain GENCE, Alain GOUÉZIN, Serge GUINARD, Laurence HAQUIN, Philippe HELLO, Sylvie HERVO, Franck HYVERNAGE (*suppléant de Jean-Luc COUELLAN, absent*), Pascal LEBRETON, Nadine L'ECHELARD, Joël LUCIENNE, Caroline MERIAN, Anne-Gaud MILLORIT, Catherine MOISAN, Claudine MOISAN, Nicole POULAIN, Sébastien PUEL, Michel RICHARD, Thierry ROYER, Christine THEZE (*suppléante de Marie-Madeleine BOURDEL, absente*), Laurence URVOY, Michel VIMONT.

ABSENTS EXCUSÉS :

- Claudine AILLET donne pouvoir à Alain GENCE,
- Jean-Luc BARBO donne pouvoir à Jérémy ALLAIN,
- Philippe BOSCHER donne pouvoir à Nathalie TRAVERT-LE ROUX,
- Nathalie BOUZID donne pouvoir à Josianne JEGU,
- Guy CORBEL donne pouvoir à Éric MOISAN,
- Stéphane de SALLIER DUPIN donne pouvoir à Caroline MERIAN,
- Céline FORTIN donne pouvoir à Philippe HERCOUET,
- Benjamin GUILLERME-JUBIN donne pouvoir à Éric MOISAN,
- René LE BOULANGER donne pouvoir à Alain GOUÉZIN,
- Catherine LELIONNAIS donne pouvoir à Michel VIMONT,
- Pierre LESNARD donne pouvoir à Thierry ANDRIEUX,
- Christelle LEVY donne pouvoir à Philippe HERCOUET,
- David L'HOMME donne pouvoir à Suzanne BOURDÉ,
- Valérie MORFOUASSE donne pouvoir à Thierry ANDRIEUX,
- Yannick MORIN donne pouvoir à Jean-Pierre OMNES,
- Christophe ROBIN donne pouvoir à Daniel COMMAULT,
- Marie-Paule ALLAIN, Yvon BERHAULT, Renaud LE BERRE, Marc LE GUYADER, Fabienne TASSEL.

SECRÉTAIRE DE SEANCE : Nicole DROBECQ

Délibération n°2022-076

Membres en exercice : 69 Présents : 48 Absents : 21 Pouvoirs : 16

HABITAT
LOI RELATIVE A LA SOLIDARITE ET AU RENOUVELLEMENT URBAIN
EXEMPTION DES COMMUNES RELEVANT
DE L'ARTICLE L.302-5 DU CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION

L'article L.302-5 du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) prévoit que les communes de plus de 3 500 habitants, membres d'une agglomération de plus de 50 000 habitants, doivent disposer d'un nombre de logements sociaux représentant 25% des résidences principales. En cas de non-respect, elles sont soumises à un prélèvement.

Sur le territoire de Lamballe Terre & Mer, 4 communes sont tenues de respecter cette règle : Lamballe Armor, Erquy, Pléneuf-Val-André, Quessoy.

Conformément à l'article L.302-5 du CCH, il appartient à Lamballe Terre & Mer de demander une exemption à ce prélèvement en 2022, pour couvrir la prochaine période triennale 2023-2025.

La Loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale prévoit de nouvelles exemptions. La faible desserte en transports en commun a été remplacée, dans les communes de moins de 30 000 habitants, par l'isolement ou les difficultés d'accès aux bassins de vie et d'emplois environnants qui les rendent faiblement attractives. Le décret d'application sera publié après l'été 2022.

Les communes d'Erquy, de Pléneuf-Val-André et de Quessoy peuvent être proposées par Lamballe Terre & Mer au Préfet de Département en vue d'obtenir l'exemption pour la période triennale 2023-2025. Toutefois, Lamballe Armor, en tant que ville-centre, ne peut être exemptée.

Vu :

- Le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.5211-1 et suivants, L.5211-6 et suivants et L.5216-5,
- Le code de l'urbanisme, notamment les articles L.210-1 et L.321-1 et suivants,
- Le code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L.302-5 et L.302-9-1,
- Les décrets n°2017-835 du 5 mai 2017 relatif aux dispositions particulières à certaines agglomérations en matière de réalisation de logements locatifs sociaux, n°2017-840 du 5 mai 2017 fixant les valeurs des ratios permettant de déterminer la liste des agglomérations et des établissements publics de coopération intercommunale et la liste des communes mentionnés, respectivement aux premier et troisième alinéas du II de l'article L.302-5 du code de la construction ainsi que de définir les agglomérations de plus de 30 000 habitants sur le territoire desquelles les communes sont susceptibles d'être exemptées de l'application des dispositions de l'article L.302-5 et suivants en application du III du même article,
- La délibération n°2019-177 du 10 septembre 2019, proposant au Préfet du département les communes d'Erquy, de Pléneuf-Val-André et de Quessoy en vue d'obtenir l'exemption pour la période 2020-2022,
- L'avis favorable du Bureau communautaire du 31 mai 2022

Après en avoir délibéré :

Le Conseil communautaire :

- PROPOSE au Préfet du Département les communes d'Erquy, de Pléneuf-Val-André, de Lamballe-Armor et de Quessoy en vue d'obtenir l'exemption pour la période 2023-2025,
- AUTORISE le Président, ou son représentant, à signer tout document nécessaire à l'exécution de cette délibération.

VOTE : Adopté à l'unanimité

FAIT ET DELIBERE A LAMBALLE-ARMOR LESDITS JOUR, MOIS ET AN
(suivent les signatures)

POUR EXTRAIT CONFORME,

A Lamballe-Armor, le

Le Président,

Thierry ANDRIEUX

11 JUIL. 2022



Certifié exécutoire, compte tenu :

De la transmission en Préfecture le 11 JUIL. 2022

De l'affichage le 12 JUIL. 2022

*Pour le Président,
Par délégation,*

Directeur Général des services,
Arnaud LECOURT